

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SIXIÈME SESSION

Documents officiels



Mercredi 23 janvier 1952, à 10 h. 30

Palais de Chaillot, Paris

SOMMAIRE

	Page
Libye : a) Rapport annuel du Commissaire des Nations Unies en Libye (A/1949 et Add.1) ; b) Rapports annuels des Puissances administrantes de la Libye (A/1970 et Add.1, A/2024 et Add.1, A/AC.53/L.37, A/AC.53/L.38).....	247

Président : M. Selim SARPER (Turquie).

Libye : a) Rapport annuel du Commissaire des Nations Unies en Libye (A/1949 et Add.1) ; b) Rapports annuels des Puissances administrantes de la Libye (A/1970 et Add.1, A/2024 et Add.1, A/AC.53/L.37, A/AC.53/L.38)

[Point 20*]

Sur l'invitation du Président, M. A. Pelt, Commissaire des Nations Unies en Libye, M. Confalonieri, observateur du Gouvernement italien auprès de l'Organisation des Nations Unies, et Muntasser Bey, représentant du Royaume-Uni de Libye, prennent place à la table de la Commission.

1. M. PELT (Commissaire des Nations Unies en Libye) fait un bref historique des événements qui ont abouti, le 24 décembre 1951, à la proclamation de l'indépendance de la Libye, conformément aux résolutions 289 A (IV) et 387 (V) de l'Assemblée générale. Comme l'indique son rapport (A/1949 et Add.1), le peuple libyen, les Puissances administrantes, le Commissaire des Nations Unies et le Conseil pour la Libye se sont acquittés du rôle qui leur était dévolu dans l'accession de la Libye à l'indépendance dans les délais prévus. Un Gouvernement provisoire de la Libye a été établi au début de l'année 1951.

2. La nouvelle Constitution de la Libye, promulguée en octobre 1951 par l'Assemblée nationale, institue en Libye une monarchie fédérale dotée d'un régime parlementaire, d'une législature élue et d'un Conseil des ministres responsable devant cette législature. Elle contient une Déclaration des droits du citoyen, inspirée en grande partie de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui garantit les libertés fondamentales au peuple libyen et aux minorités résidant dans le pays, et qui prévoit en outre une procédure d'examen et de révision. La loi électorale promulguée en vertu de cette constitution prévoit l'élection de la première législature par tous les électeurs du sexe masculin, le 19 février 1952. Il convient de féliciter le peuple libyen d'avoir, en si peu de temps, arrêté les dispositions constitutionnelles qui régissent le nouvel État.

3. Le nouveau gouvernement aura à faire face à de difficiles problèmes économiques et financiers. Un groupe d'experts en matière d'assistance technique, mis à la disposition du Gouvernement libyen par l'Organisation des

Nations Unies à la demande des Puissances administrantes, a formulé des recommandations qui doivent être communiquées au gouvernement et qui suggèrent un programme d'ensemble destiné à assurer le développement économique, social et culturel du pays. La mise en œuvre de ce programme est subordonnée à l'obtention de l'assistance financière nécessaire et à l'entière approbation du Gouvernement libyen. En outre, l'élaboration, sous l'égide de l'UNESCO, de divers programmes concrets d'assistance technique, est déjà en cours. Enfin, l'un des premiers actes du nouveau gouvernement indépendant dans le domaine international a été la conclusion d'un certain nombre d'accords en matière d'assistance technique prévoyant la continuation de cette assistance.

4. La Libye aura également besoin, pendant un certain nombre d'années, d'une assistance financière importante. Elle devra faire face à un déficit du budget administratif de près de 6 millions de dollars et prévoir les crédits nécessaires à son développement économique et social. A cet effet, deux organismes ont été créés sur la demande du Gouvernement libyen, pour recevoir de gouvernements étrangers des subventions ou des prêts destinés au financement des programmes de développement. Il faut espérer que de nombreux pays, suivant l'exemple du Royaume-Uni, de la France et des États-Unis, qui se sont déclarés prêts à apporter à la Libye une assistance financière et technique, coordonneront leurs contributions pour aider au financement du développement progressif du nouvel État. Les conditions auxquelles cette assistance sera fournie devront toutefois être acceptables pour le Gouvernement libyen. D'autre part, les Nations Unies continueront pendant quelque temps à aider la Libye en la faisant bénéficier du programme élargi d'assistance technique.

5. L'Organisation des Nations Unies peut être justement fière de la décision qu'elle a prise de créer un État libyen indépendant. Le Commissaire des Nations Unies remercie l'Assemblée générale et le peuple libyen de la confiance qu'ils lui ont témoignée dans l'accomplissement de la tâche dont il était chargé. Il remercie également les Puissances administrantes de la collaboration qu'elles lui ont apportée, ainsi que le Conseil pour la Libye pour les avis qu'il lui a donnés. Il espère que la Libye sera admise prochainement comme Membre des Nations Unies.

6. M. LLOYD (Royaume-Uni) considère que l'entrée du nouvel État libyen dans la communauté internationale

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

est une occasion de satisfaction plutôt que de controverse, et il espère que la Libye deviendra un Membre actif et utile de l'Organisation des Nations Unies.

7. Il convient de féliciter chaleureusement le Commissaire des Nations Unies en Libye pour la persévérance et le dévouement avec lesquels il a rempli sa tâche difficile. Les désaccords qui se sont élevés entre le Commissaire et le Royaume-Uni, en tant que Puissance administrante de la Cyrénaïque et de la Tripolitaine, ont été résolus grâce à leur désir commun d'assurer fidèlement la mise en œuvre des résolutions adoptées par l'Assemblée générale concernant la Libye.

8. L'accession de la Libye à l'indépendance dans le court délai de deux ans constitue une réalisation remarquable. Le Royaume-Uni est fier de l'aide qu'il a apportée au nouvel État, auquel le lie une amitié née au cours de la deuxième guerre mondiale, pendant laquelle le roi Idris et son peuple se sont résolument rangés aux côtés du Royaume-Uni dans sa lutte contre l'ennemi commun. Le Royaume-Uni a fourni chaque année à la Libye une assistance financière de près de 1.500.000 livres sterling pendant la période des difficultés économiques qu'elle a traversée. De nombreux fonctionnaires britanniques ont été employés dans les administrations provinciales de la Libye, et, depuis 1949, ils ont bénéficié de leur expérience les fonctionnaires libyens qui ont maintenant assumé seuls la direction des rouages administratifs du nouvel État indépendant. Le Royaume-Uni est tout disposé à continuer de mettre à la disposition du Gouvernement libyen les fonctionnaires britanniques dont le concours lui serait encore nécessaire.

9. Le plus important des facteurs qui ont concouru à l'accession de la Libye à l'indépendance est le rôle qu'a joué le peuple libyen lui-même par l'intermédiaire de ses représentants à l'Assemblée nationale. Sous la direction avisée et prévoyante du roi Idriss, le peuple libyen a accompli, dans un délai remarquablement court, le cycle d'une évolution constitutionnelle. Il a témoigné de bon sens, de réalisme et d'une aptitude à mettre à profit l'expérience constitutionnelle d'autres pays. La Constitution qu'il a élaborée est le plus beau témoignage de ses efforts. Il faut espérer que l'esprit de la Charte des Nations Unies, que reflète si bien cette constitution, continuera à inspirer les futurs gouvernements de la Libye.

10. Le Royaume-Uni adresse ses chaleureuses félicitations au roi Idriss et au peuple libyen. Il adresse également ses meilleurs vœux au représentant de la Libye, Muntasser Bey, premier Président du Conseil, qui est particulièrement digne des hautes fonctions qu'il assume. Le Royaume-Uni a souvent été attaqué pour sa politique étrangère. Pourtant, son seul désir, dans le domaine international, est d'assurer le règne du droit, qui est la seule base de la paix. Dans le cadre international, les aspirations nationales légitimes doivent être pleinement satisfaites. En tant que Puissance administrante en Libye, le Royaume-Uni a loyalement rempli les obligations qui lui incombait. Il forme des vœux pour la puissance, la prospérité et la stabilité de la nouvelle Libye, État souverain qui peut utilement contribuer à l'établissement d'une paix durable.

11. M. DE BEAUMONT (France) souligne les liens d'amitié qui unissent la France et la Libye et rend hommage au nouvel État indépendant pour la part héroïque qu'il a prise dans la deuxième guerre mondiale. Il est heureux de joindre ses souhaits de bienvenue à ceux qui ont été adressés au Premier Ministre de la Libye et donne une pensée au bey Ahmed du Fezzan qui, avec ses partisans, a apporté une aide efficace au général Leclerc.

12. En tant que Puissance administrante du Fezzan, la France a fourni dans son rapport annuel (A/1970

et A/1970/Add.1) des renseignements complets touchant son administration et les conditions qui règnent dans ce territoire. Tous ceux qui se sont rendus dans le Fezzan, et notamment les experts des Nations Unies en matière d'assistance technique, ont rendu hommage à l'administration de la France.

13. Retraçant les diverses étapes de l'évolution de la Libye vers l'indépendance et du transfert au Gouvernement provisoire de la Libye des pouvoirs détenus par la France en tant que Puissance administrante du Fezzan, M. de Beaumont rappelle que la Libye a accédé à l'indépendance, sous la couronne de S.M. Idriss El-Senoussi, avant même la date prévue du 1^{er} janvier 1952. D'autre part, la France a participé aux études relatives à l'assistance technique, de même qu'elle avait adopté les mesures nécessaires pour donner effet, en ce qui concerne le Fezzan, à la résolution 388 (V) relative au régime des biens italiens en Libye. M. de Beaumont déclare que la France s'est donc strictement conformée à ses engagements. En effet, ses représentants à l'Assemblée générale avaient fait savoir que, sans approuver les modalités retenues par les Nations Unies pour réaliser l'indépendance de la Libye, la France n'en appliquerait pas moins, en vertu même des stipulations de l'annexe XI du Traité de paix avec l'Italie, les résolutions adoptées par l'Assemblée générale dans ce domaine.

14. Le Commissaire des Nations Unies en Libye mérite la gratitude de l'Assemblée générale pour la patience et l'énergie dont il a fait preuve dans la mise en œuvre des résolutions de l'Assemblée. Ses rapports circonstanciés sont indispensables à qui veut comprendre les circonstances qui ont entouré la création du nouvel État libyen. Le Commissaire des Nations Unies a bénéficié de l'aide précieuse du Conseil pour la Libye. Le Gouvernement français adresse son amical salut aux populations de la Libye et leur adresse ses meilleurs vœux pour un avenir heureux et prospère, fondé sur le développement harmonieux des ressources de la Libye et sur la volonté d'entente entre tous les habitants du pays.

15. MUNTASSER Bey (Représentant du Royaume-Uni de Libye) exprime l'honneur qu'il ressent en prenant la parole au sein de la Commission en sa qualité de premier représentant d'une Libye indépendante. Il adresse à la Commission les remerciements du peuple libyen et du roi Idriss pour la considération et l'appui donnés aux aspirations légitimes du peuple libyen et qui ont conduit l'Assemblée générale à décider que la Libye serait constituée en un État souverain le 1^{er} janvier 1952 au plus tard. Cette décision a été inspirée par les fins et les principes de la Charte des Nations Unies. L'appui donné à la cause de l'indépendance de la Libye a été l'un des plus grands services que l'Organisation des Nations Unies ait rendus à l'humanité. Le peuple libyen saura défendre jalousement sa liberté et son indépendance qu'il léguera aux générations futures. Il continuera à soutenir les principes de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont procède directement, dans sa lettre et dans son esprit, un chapitre important de la Constitution libyenne.

16. Le représentant de la Libye souligne que toutes les décisions qui ont été prises au cours des diverses étapes de la marche de la Libye vers l'indépendance ont été inspirées par une seule fin : la mise en œuvre des résolutions de l'Assemblée générale. Ces résolutions ont été appliquées intégralement dans les délais prescrits. Le Gouvernement de la Libye remercie les Puissances administrantes de s'être acquittées aussi rapidement de leurs obligations. Il s'engage à remédier à tout défaut que l'expérience pourrait révéler dans la constitution de l'État.

17. Muntasser Bey exprime les remerciements du peuple et du Gouvernement libyens au Commissaire des Nations

Unies et aux membres de son personnel, au Conseil pour la Libye, aux Puissances administrantes et aux institutions spécialisées, pour les efforts inlassables qu'ils ont déployés afin d'assurer la mise en œuvre des résolutions de l'Assemblée générale.

18. En sa qualité de Premier Ministre de Libye, il exprime à nouveau le désir de son pays de devenir Membre de l'Organisation des Nations Unies, ce qui permettra à la Libye de mettre en œuvre les fins et les principes de l'Organisation. Il est convaincu que l'Organisation des Nations Unies continuera à s'intéresser à l'avenir du nouvel État et lui permettra, par son appui, d'affirmer sa souveraineté et son indépendance.

19. M. COOPER (États-Unis d'Amérique) déclare que la proclamation de l'indépendance de la Libye, État souverain, marque l'heureux aboutissement d'un programme de collaboration remarquable entre les Nations Unies et le peuple de Libye.

20. Les résolutions de l'Assemblée générale adoptées en 1949 et 1950 sont des événements importants dans l'histoire des Nations Unies et dans celle de la Libye, et leur mise en œuvre est une réalisation dont l'Organisation peut être fière. Les Nations Unies et le peuple libyen ont collaboré pour faire aboutir dans la paix un programme qui tenait compte à la fois des intérêts de la communauté des nations et des aspirations du peuple de Libye.

21. Les États-Unis ont fermement appuyé la décision de l'Assemblée générale de constituer la Libye en un État souverain et indépendant, et ils s'associent aux souhaits de bienvenue qui ont été adressés à ses représentants au sein de la Commission.

22. Il importe de rappeler que, pour avoir leur plein effet, les résolutions de l'Assemblée générale exigent des décisions que seuls les Libyens eux-mêmes peuvent prendre dans l'exercice de leur droit de disposer d'eux-mêmes.

23. Les Gouvernements de la France et du Royaume-Uni se sont dessaisis avec célérité et empressement de leur autorité en faveur du Royaume-Uni de Libye, et ils méritent les félicitations des Nations Unies.

24. M. Cooper rend hommage à l'œuvre accomplie par le Commissaire et le Conseil des Nations Unies pour la Libye.

25. Bien que l'initiative de la constitution de la Libye en un État indépendant revienne à l'Organisation des Nations Unies, l'entreprise n'aurait pu réussir sans les sincères efforts des représentants des trois parties de la Libye, qui ont su concilier les divergences de vues et arriver à un accord sans compromettre ni perdre de vue leurs objectifs communs : l'unité et l'indépendance. On est donc fondé à croire qu'ils aborderont les problèmes qui les attendent avec une volonté et un sens des responsabilités égaux, et avec la force qu'ils tireront de leur indépendance et de leur liberté.

26. De l'avis de la délégation des États-Unis, la Constitution de la Libye est solidement fondée sur des principes libéraux et démocratiques et permettra le développement de libres institutions qui constitueront le cadre de sa vie nationale.

27. C'est le développement économique et le progrès social qui posent à la Libye un de ses grands problèmes. Le maintien de son unité et de son indépendance dépendra en grande partie des progrès qu'elle fera pour élever le niveau de vie de son peuple et développer les ressources dont elle dispose. Le programme d'assistance technique des Nations Unies pour la Libye doit donc être mis sur pied avec vigueur et imagination. Des experts américains

en la matière sont déjà à l'œuvre en Libye ; ils agiront en collaboration étroite avec la Mission des Nations Unies et avec les autorités du Gouvernement libyen, et le Gouvernement des États-Unis participera pleinement à la mise en œuvre du programme de coopération pour le développement économique et le progrès social de la Libye.

28. Il a été admis depuis le début que la Libye, devenue indépendante, serait admise comme Membre de l'Organisation des Nations Unies. Les États-Unis estiment que la Libye satisfait aux conditions requises, et ils appuieront sa demande d'admission.

29. Une si grande partie du temps des Nations Unies est absorbée par des questions qui donnent lieu à controverse que l'attention a tendance à ne pas s'arrêter sur les réalisations de l'Organisation. L'achèvement du programme qui devait conduire la Libye à l'indépendance en est une.

30. En reconnaissant le Royaume-Uni de Libye et en lui donnant son appui, les États-Unis suivront la tradition de longue date qui leur commande d'aider les peuples qui accèdent à l'indépendance et de leur témoigner de la sympathie. M. Cooper espère que la Commission approuvera la création de ce nouvel État indépendant et souverain et qu'elle sera unanime à féliciter ceux à qui a incombé la responsabilité de cette tâche.

31. RAHIM Khan (Pakistan) s'associe aux paroles de bienvenue qui ont été adressées aux représentants du Royaume-Uni de Libye, d'autant plus que le Pakistan a contribué, au sein de l'Organisation, à aider la Libye à devenir indépendante. Le problème est unique en son genre ; à la vérité, les signataires du Traité de paix avec l'Italie ont pris, au sujet de l'avenir des colonies italiennes, une décision qui a mis à l'épreuve l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies. De plus, beaucoup ont cru que la décision prise en 1949 par l'Assemblée générale ne tenait pas suffisamment compte des conditions politiques et économiques qui régnaient en Libye.

32. On pourra sans doute critiquer ce qui a été fait, mais il ne faut pas oublier que tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies ont été également associés à la décision qui a été prise au sujet de l'avenir de la Libye.

33. On a beaucoup dit et beaucoup écrit sur le caractère arriéré de la vie économique et sociale en Libye, sur les insuffisances de l'instruction et sur la pauvreté des ressources. Il convient, pour juger du résultat des travaux accomplis en deux ans par l'Organisation des Nations Unies de tenir compte de la position stratégique du pays et de l'absence d'un ordre politique et social unifié.

34. La résolution de l'Assemblée générale n'a pas statué sur plusieurs points importants ; c'est ainsi qu'elle ne précise pas qui doit convoquer l'Assemblée nationale, quels seront les représentants du peuple libyen à cette assemblée, comment l'Assemblée doit être aidée par le Commissaire et le Conseil, de quelles facilités disposeront les membres de l'Assemblée nationale dans l'accomplissement de leur tâche et dans quelle mesure le pays dispose à cette fin de personnes compétentes. En dépit de ces difficultés, une assemblée nationale a été formée, une constitution et un régime politique ont été adoptés, et l'indépendance de l'État libyen a été proclamée. Il faut faire confiance au peuple libyen et examiner avec sympathie et générosité les problèmes qui se posent à son sujet.

35. Il est incontestable que certains éléments de la situation sont sujets à controverse. Certains membres de la Commission considéreront sans nul doute avec défaveur, et peut-être avec anxiété, l'existence de bases militaires et la présence de troupes étrangères dans le pays. Le repré-

sentant du Pakistan, qui a siégé au Conseil pour la Libye pendant toute la durée de l'existence de cet organe, est en mesure d'affirmer qu'aucun chef politique, aucune personne exerçant des fonctions importantes dans le pays n'élève d'objection contre la présence de ces troupes. Les avantages qui en découlent pour la Libye, notamment dans le domaine économique, sont reconnus par tous.

36. Une seconde question importante et sur laquelle il importe de fournir des précisions est celle des accords financiers conclus par le Gouvernement libyen avec certaines autres Puissances. Les événements ont montré que le Gouvernement libyen, tant qu'il n'aura pas eu la possibilité d'examiner d'une manière approfondie la structure des services administratifs, les traitements des fonctionnaires, ses sources de revenus et le moyen de réduire ses dépenses et d'augmenter ses recettes, doit disposer des crédits nécessaires pour gouverner le pays. La délégation du Pakistan n'est pas certaine que les dispositions prises soient les meilleures possibles. Si, comme le représentant du Pakistan l'a proposé, l'on avait dès le début traité la question au sein du Conseil pour la Libye, la Libye aurait peut-être obtenu une aide financière dans des conditions plus favorables que celles qu'elle a acceptées. Le Pakistan n'estime toutefois pas que ces dispositions financières portent atteinte à l'indépendance du pays ou que leur durée se prolongera au point de restreindre la liberté de décision du futur gouvernement. Tous les accords sont soumis à la ratification du Parlement libyen ; de plus, les crédits n'atteignent pas des proportions redoutables. Le Pakistan peut donc considérer ces dispositions comme satisfaisantes pour le moment. Néanmoins, le Gouvernement libyen a le devoir de chercher par tous les moyens possibles à obtenir une aide financière pour pouvoir administrer le pays, assurer son développement industriel et agricole et mettre en valeur ses richesses naturelles et ses autres ressources.

37. La responsabilité des Nations Unies en la matière n'a pas pris fin avec le transfert des pouvoirs des Puissances administrantes au peuple libyen. La stabilité économique est presque aussi importante que la liberté politique. Le Pakistan accueillera favorablement toute proposition susceptible de permettre aux Nations Unies d'aider la Libye dans le domaine économique. Il aurait souhaité que cette aide soit fournie à la Libye par des institutions internationales telles que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ou le Fonds monétaire international, mais les statuts qui régissent l'activité de ces organismes s'y opposent. Il sera peut-être possible de surmonter ces difficultés, mais seulement lorsque la Libye sera devenue Membre de l'Organisation des Nations Unies et pourra poser la question elle-même. Au stade actuel, le Pakistan se contentera de souligner à quel point il est important et urgent de maintenir et d'améliorer l'assistance technique que les Nations Unies et les institutions spécialisées fournissent à la Libye.

38. La délégation du Pakistan tient fermement que les fonds dont on pourra disposer pour aider la Libye, quels qu'en soient le montant et l'origine, devraient être employés au bénéfice du pays, et non à la rémunération d'un personnel fortement rétribué, à l'achat et à l'entretien d'un matériel coûteux, au paiement de secrétaires, de frais de voyages, de voitures et d'indemnités de subsistance destinées à permettre à quelques experts techniques d'effectuer des études hâtives et de présenter des rapports et des projets, qui, tout en présentant une utilité certaine, sont souvent irréalisables. Ce dont a besoin la Libye, c'est d'une aide effective sur place : quelques écoles et collèges modernes, quelques hôpitaux, un certain nombre de fermes de démonstration et quelques centres vétérinaires. Les besoins du pays sont simples, et il n'est pas difficile d'établir un ordre de priorité,

Parmi les experts auxquels on a eu recours jusqu'alors, il ne s'en est guère trouvé qui connaissent la langue du pays ; la plupart y venaient pour la première fois ; ils n'y sont restés que quelques mois et sont repartis après avoir rédigé de volumineux rapports.

39. La délégation du Pakistan espère que le peuple libyen, qui participe à l'administration du pays par l'intermédiaire de son parlement élu, pourra améliorer sa situation tant économique que politique. Certaines dispositions de la loi électorale de la Libye ne sont pas entièrement satisfaisantes, et il y a lieu d'espérer que le Gouvernement de la Libye en reprendra l'étude, de même que celle d'autres questions, compte tenu des débats de la Commission politique spéciale et de l'Assemblée générale, et procédera aux améliorations nécessaires.

40. Certains milieux ont exprimé des doutes et des craintes sur les conditions dans lesquelles auront lieu les prochaines élections, mais la sagesse et la compétence dont la population de Libye a fait preuve au cours des deux dernières années semblent garantir que rien ne viendra l'empêcher d'exprimer librement sa volonté.

41. La Libye doit se féliciter d'avoir un roi tel que le sien ; nul n'était mieux désigné que lui pour le poste de chef de l'État. Il jouit de l'entière confiance de son peuple, et son action a contribué plus que tout autre facteur à réaliser la fusion des diverses influences régionales en une force unique et à fonder le Royaume-Uni de Libye. A tous les égards, ses qualités le destinaient à la haute charge dont il est investi.

42. Compte tenu de toutes les circonstances, la délégation du Pakistan est heureuse d'accueillir la Libye en tant qu'État véritablement indépendant et souverain et espère vivement qu'elle deviendra Membre de l'Organisation des Nations Unies. Le représentant du Pakistan forme des vœux pour que la demande d'admission de la Libye soit accueillie avec sympathie et compréhension et que la Libye soit accueillie parmi les nations qui ont pris à charge de faire de ce pays un État indépendant et souverain.

43. M. TAKIEDDINE (Liban) rappelle que la Libye a lutté pendant de longues années pour s'affranchir de sa condition de colonie, et il exprime la satisfaction qu'il a éprouvée à entendre les hommages rendus par les représentants de la France et du Royaume-Uni à la Libye pour sa contribution à la victoire des Alliés au cours de la deuxième guerre mondiale. Cette aide a toutefois coûté très cher à la Libye.

44. Pour reconnaître les services de la Libye, les Alliés ont introduit dans le Traité de paix avec l'Italie des dispositions concernant l'accession de la Libye à l'indépendance. Les pays arabes et certains autres pays d'Asie, notamment le Pakistan, ont donné leur appui à cette cause. La Libye ne pouvait manquer d'être touchée par la vague de nationalisme qui a déferlé sur l'Asie et sur les côtes de la Méditerranée, et elle a pris sa place parmi les nations qui aspiraient à devenir libres.

45. A son tour, l'Organisation des Nations Unies, sur l'initiative des Alliés victorieux, a été saisie de la question de Libye. De sages mesures ont été prises, et un effort a été fait pour permettre à la Libye d'accéder le plus tôt possible et sans heurts à l'indépendance totale. Les membres de la Commission connaissent bien la procédure qui a été suivie, mais on peut se demander jusqu'à quel point les buts fixés par les Nations Unies ont été atteints.

46. M. Pelt a été nommé Commissaire des Nations Unies en Libye, avec un mandat précis, comportant trois tâches ; tout d'abord, celle d'unifier la Libye ; deuxièmement, celle de la faire accéder à l'indépendance complète, et, troisièmement,

niement, celle de transférer le pouvoir aux Libyens. Il a été aidé dans sa tâche par un Conseil pour la Libye, composé des représentants de l'Égypte, des États-Unis, de la France, de l'Italie, du Pakistan et du Royaume-Uni, ainsi que des représentants de chacune des trois régions de la Libye et d'un représentant des minorités, ce dernier étant choisi après entente avec diverses autorités et divers gouvernements.

47. La tâche du Commissaire n'a pas été facile. En deux ans, gêné à tout moment par la nécessité d'obtenir l'accord du Conseil et des chefs politiques du pays, et de coordonner ses efforts avec ceux des Puissances administrantes, il lui a fallu s'acquitter du mandat que lui avait conféré l'Assemblée générale. Le résultat de ces efforts est consigné dans des rapports qui permettent d'évaluer la tâche accomplie. L'unité a été réalisée, une monnaie fédérale circule, l'indépendance de la Libye a été proclamée, et les pouvoirs ont été transférés au nouveau gouvernement. Il est permis d'espérer que la centralisation des pouvoirs se trouvera accélérée par l'élection d'une Chambre de représentants élus au suffrage universel. Il semble donc que le Commissaire des Nations Unies se soit acquitté de son mandat dans toute la mesure du possible et qu'il mérite des éloges pour ses efforts.

48. Cependant, la façon dont le Commissaire s'est acquitté de sa tâche peut faire l'objet de certaines critiques. Aux pays démocratiques, qui sont pénétrés de l'importance de la représentation proportionnelle, il peut paraître injuste que le Fezzan dispose du même nombre de représentants à l'Assemblée constituante que la Tripolitaine, qui est quatre fois plus peuplée. Certains des choix qui ont été faits peuvent paraître arbitraires, mais ils sont explicables dans l'ensemble. On ne peut naturellement reprocher au Commissaire le fait que certaines Puissances jouissent encore en Libye d'une situation privilégiée et n'ont pas encore évacué les bases militaires qu'elles y possèdent. Ces questions sortent du cadre de son mandat, et l'on peut espérer que la Libye, qui en est encore aux premiers stades de son indépendance, sera finalement libérée de toute ingérence étrangère.

49. L'Organisation des Nations Unies peut fort bien parachever son œuvre en insistant constamment sur les passages de ses résolutions qui n'ont pas encore été mis en

œuvre. Il y a lieu de se réjouir de l'avènement de la Libye en tant qu'État indépendant, particulièrement du fait que, à la différence de la création d'un autre État par les Nations Unies, cet avènement n'a provoqué ni souffrances ni tragédies. Le représentant du Liban fait appel aux Membres de l'Organisation des Nations Unies, et en particulier à l'URSS, pour qu'ils ne s'opposent pas par leur vote à ce que la Libye soit admise comme Membre de l'Organisation des Nations Unies conformément aux propres résolutions de l'Assemblée générale.

50. MOSTAFA Bey (Égypte) tient à féliciter le peuple de Libye pour l'accession de ce pays à l'indépendance, événement qui est pour l'Égypte un sujet de satisfaction particulière. De l'avis de sa délégation, la Libye tient, en la personne de son roi, un sûr garant de son avenir.

51. Il exprime l'espoir que la Libye sera admise à faire partie de l'Organisation des Nations Unies pendant la présente session de l'Assemblée générale, conformément aux résolutions adoptées en 1949 et en 1950, et il espère également que les troupes étrangères en garnison sur le territoire libyen seront retirées. La présence de ces troupes est contraire à la volonté du peuple de Libye, ainsi qu'aux dispositions de la résolution de l'Assemblée générale qui a prévu l'indépendance du pays. En outre, c'est un aspect de la survivance d'un régime périmé.

52. La Libye indépendante ne peut atteindre à la prospérité que grâce à l'aide étrangère, mais cette aide ne doit pas dépendre de considérations politiques. L'Organisation des Nations Unies qui, avec ses institutions spécialisées, est l'organisme le mieux qualifié pour mettre l'expérience des pays les plus avancés à la disposition des pays insuffisamment développés, a déjà promis son assistance technique et une aide économique et financière à la Libye.

53. En terminant, Mostafa Bey rend hommage à l'œuvre accomplie par le Commissaire des Nations Unies pour la Libye et par son personnel, et il se réserve le droit de formuler par la suite des observations sur les divers stades de l'évolution constitutionnelle de la Libye et de demander au Commissaire des précisions sur certains points de son rapport.

La séance est levée à 13 heures.